

February 10, 2020

Le 10 février 2020

Honourable Ernie Steeves
Minister of Finance
Government of New Brunswick
Chancery Place
P.O. Box 6000
Fredericton, N.B.
E3B 5H1

L'honorable Ernie Steeves
Ministre des Finances
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Place Chancery
C.P. 6000
Fredericton (N.-B.)
E3B 5H1

**Subject: New Brunswick Provincial Budget
2020-2021**

**Objet : Budget provincial du Nouveau-
Brunswick 2020-2021**

Dear Minister Steeves,

Monsieur le Ministre,

I am writing to you as interim President of the Federation of New Brunswick Faculty Associations (FNBFA), an association that represents 1500 university faculty members and academic librarians from all four of New Brunswick's public universities, to provide input on behalf of our members on the Government of New Brunswick's 2020-2021 budget.

Je vous écris à titre de président intérimaire de la Fédération des associations de professeures et professeurs d'université du Nouveau-Brunswick (FAPPUNB), un organisme qui représente 1 500 membres des corps professoraux et bibliothécaires des quatre universités publiques du Nouveau-Brunswick, pour vous transmettre nos commentaires et suggestions au nom de nos membres sur le budget de 2020-2021 du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

We thank you for this opportunity to remind you that New Brunswick's universities play a critical role in addressing some of the greatest challenges that are currently facing our province, most notably our economic and demographic challenges. For example, studies carried out by several universities in the Atlantic region, including our own University of New Brunswick and the Université de Moncton, show that every \$1.00 invested in post-secondary education and research generates an economic return

Nous vous sommes reconnaissant pour cette occasion de vous rappeler que les universités du Nouveau-Brunswick jouent un rôle essentiel dans les efforts déployés pour aborder certains des plus importants défis que vit notre province actuellement, en particulier nos enjeux économiques et démographiques. Par exemple, des études réalisées par plusieurs universités du Canada atlantique, notamment nos propres établissements, soit l'University of New Brunswick et l'Université de Moncton, ont

of between \$2.00 - \$3.00. We can therefore affirm that every dollar invested in our post-secondary institutions is a very solid investment in New Brunswick's future prosperity.

Despite this undisputed reality, however, the public funding of our universities as a percentage of their total operating costs has fallen dramatically in recent decades. Data collected by the Canadian Association of University Teachers for more than 30 years shows that, in New Brunswick, government funding as a share of university operating revenue fell from almost 80% to 56% between 1985 and 2015. Universities have compensated for this loss primarily by increasing tuition costs and reducing investments in university faculty members by no longer filling full-time positions and relying more and more on part-time, course-based contract positions to deliver core program content. This is compromising the ability of New Brunswick's universities and their faculty members to plan, innovate, and deliver the high-quality programmes that our young people need to succeed and thrive here in our province.

The fact remains that New Brunswick is suffering from a university education deficit in the Canadian context. Our province has the lowest percentage of population holding a university diploma compared to the other provinces: we are 27% below the national average; that gap has been widening for at

démontré que chaque dollar investi dans l'éducation postsecondaire et la recherche génère un rendement économique situé entre deux et trois dollars. Nous pouvons donc affirmer que chaque dollar placé dans nos établissements postsecondaires constitue un investissement très solide dans la future prospérité du Nouveau-Brunswick.

Cependant, en dépit de cette réalité incontestée, le financement public de nos universités en tant que pourcentage des coûts d'exploitation totaux de ces dernières a grandement diminué au cours des dernières décennies. Les données recueillies par l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université depuis plus de 30 ans démontrent qu'au Nouveau-Brunswick le financement gouvernemental à titre de part des revenus d'exploitation universitaires est passé de près de 80 % à 56 % entre 1985 et 2015. Les universités ont compensé cette perte, en majeure partie, en augmentant les droits de scolarité et en réduisant les investissements dans les corps professoraux (en ne pourvoyant pas les postes à temps plein), et en se fiant de plus en plus à du personnel contractuel à temps partiel qui donnent des cours à la pièce pour fournir le contenu fondamental des programmes. Cette situation compromet la capacité des universités du Nouveau-Brunswick et des corps professoraux de planifier, d'innover et de fournir des programmes de grande qualité dont nos jeunes gens ont besoin pour réussir et s'épanouir ici, dans notre province.

Le fait demeure que le Nouveau-Brunswick souffre d'un déficit en ce qui concerne l'éducation universitaire dans le contexte canadien. Notre province a le plus bas pourcentage de population possédant un diplôme universitaire comparativement aux autres provinces : nous sommes 27 % en

least 15 years. This is a problem and it must be recognized as such by the provincial government; a plan of action to correct this unfortunate situation is long overdue. Inaction on this front is detrimental to all in the province. The upcoming budget represents a wonderful opportunity to start reversing that negative trend.

My colleagues and I call on you to begin to reverse the trend of recent decades by increasing operational grants to our province's universities. Though we recognize and fully support the assistance that is now being provided to our students in the form of tuition relief programs, these programs do not help us to recover any of the ground that has been lost in the past 30 years in terms of our universities' operating costs. It is imperative these operational grants be predictable, that they keep pace with inflation, and that they be used entirely to strengthen the universities' academic mission and programmes.

We also call on you to change the discourse around government "expenditures" on universities to one that recognizes that these expenditures are, in fact, sound economic investments that are necessary to strengthen the sustainability and prosperity of our province.

In short, there are few better opportunities for New Brunswickers and for New Brunswick's prosperous future than those provided by post-secondary studies. Achievements in all other domains – business, innovation and technology, health and

dessous de la moyenne nationale; cet écart s'est accru au cours des 15 dernières années. Ceci est un problème et il doit être reconnu de la sorte par le gouvernement provincial; un plan d'action visant à corriger cette regrettable situation ne peut plus attendre. L'inaction dans ce domaine est néfaste pour tout le monde dans la province. Le prochain budget constitue une opportunité rêvée afin d'inverser cette tendance négative.

Je vous demande, ainsi que mes collègues, de commencer à inverser la tendance des dernières décennies en augmentant les subventions d'exploitation des universités de notre province. Bien que nous reconnaissons et appuyons entièrement l'aide qui est actuellement accordée à nos étudiantes et étudiants sous forme d'allègement des droits de scolarité, ces programmes ne nous aident pas à récupérer tout ce qui a été perdu au cours des 30 dernières années en matière de coûts d'exploitation universitaires. Il est primordial que ces subventions d'exploitation soient prévisibles, qu'elles suivent l'inflation et qu'elles soient entièrement utilisées pour renforcer la mission et les programmes des universités.

Nous vous demandons aussi de transformer le discours entourant les « dépenses » gouvernementales sur les universités en un discours qui reconnaît que les dépenses sont, en fait, des investissements économiques judicieux, et qui sont nécessaires au renforcement de la viabilité et de la prospérité de notre province.

En bref, il existe bien peu de meilleures opportunités pour les Néo-Brunswickoises et les Néo-Brunswickois et pour l'avenir prospère du Nouveau-Brunswick que celles offertes par les études postsecondaires. Les réalisations dans tous les autres domaines,

healthcare, civic engagement, among others – all depend first and foremost on the **sustainability, quality and accessibility of our post-secondary institutions**. Let us invest in them accordingly.

I am available to meet with you at any time to discuss these critical issues, and to answer questions or provide any additional information. We also hope that, as in past years, the FNBFA will be invited to the stakeholders' budget lock-in if this practice is continued.

Respectfully,



Jean Sauvageau
Interim President

c.c.: Premier Blaine Higgs
Hon. Trevor A. Holder, Minister of Post-Secondary Education, Training and Labour

que ce soit sur le plan des affaires, de l'innovation et de la technologie, de la santé et des soins ou de l'engagement civique, entre autres, dépendent d'abord et avant tout de la **durabilité, de la qualité et de l'accessibilité de nos établissements postsecondaires**. Investissons donc de façon appropriée.

Je suis prêt à vous rencontrer en tout temps afin de discuter de ces enjeux fondamentaux et pour répondre à toute question ou pour fournir des renseignements supplémentaires. Nous espérons aussi que, comme par le passé, la FAPPUNB sera invitée à la rencontre à huis clos des parties prenantes, si cette pratique demeure.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.



Jean Sauvageau
Président intérimaire

cc. : Premier ministre Blaine Higgs
Hon. Trevor A. Holder, Ministre de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail